

• (2050)

Je ne sais pas si le ministre est en train de réfléchir à la réponse qu'il va me donner ou s'il pense qu'il ne désire pas répondre à cette question. Quoiqu'il en soit, j'aimerais entendre l'opinion du ministre.

L'hon. M. Mahoney: Monsieur le président, il me paraît quelque peu difficile de répondre à une question de ce genre, à savoir comment un dégrèvement d'impôt dans une industrie particulière peut stimuler l'économie. Il me semble évident qu'un dégrèvement entraîne une augmentation du bénéfice net de l'entrepreneur en donnant d'autant plus envie à ce dernier de poursuivre ses activités. Je ne pense pas que le domaine dans lequel il travaille importe beaucoup.

M. Saltsman: Monsieur le président, c'est là où je voulais en venir. Il semble qu'il ne soit pas nécessaire de fournir pour le moment un stimulant aux industries extractives, car il n'y a pas de marché pour ces industries. Quel intérêt y aurait-il à donner une impulsion à l'industrie des pâtes et papiers lorsqu'elle se trouve sur un marché très restreint, ou à l'industrie du nickel qui est en train de procéder à des mises à pied? Dans quelle mesure un dégrèvement d'impôt stimule-t-il l'économie et crée-t-il les emplois que nous désirons tous?

Le ministre du Travail n'a cessé de répéter, tout comme le premier ministre l'a fait à l'occasion, j'en suis certain, que le gouvernement était très préoccupé du haut niveau de chômage. Ils veulent corriger cette situation. On nous demande de voter une mesure qui prévoit des dépenses de 125 millions de dollars puisés dans la poche du contribuable. On n'essaie nullement de nous montrer que ces dépenses sont justifiées. Nous voulons fournir des occasions de créer plus d'emploi. Ce dont nous, de ce côté-ci, voulons être convaincus, c'est que ces mesures qu'on nous présente réaliseront en fait cet objectif. Il nous faut une meilleure explication que celle que nous avons pu obtenir du ministre. J'espère que le ministre se lèvera et se montrera un peu plus persuasif qu'il ne l'a été.

L'hon. M. Mahoney: Monsieur le président, le député est vraiment chanceux qu'on lui demande de se prononcer sur cette mesure à un moment où les indicateurs économiques démontrent que l'économie se porte bien. Le chômage baisse. Plus de 200,000 emplois ont été créés au cours de la dernière année. En dépit de ses préoccupations et de la mienne au sujet des 600,000 personnes sans emploi au Canada, je ne suis nullement mécontent des 8 millions et quart qui travaillent.

Le député peut se compter heureux vu le rendement de l'économie au cours des derniers mois qu'on lui demande de se prononcer sur une mesure qui est en vigueur depuis environ huit mois, depuis l'exposé budgétaire d'octobre dernier et alors que le rendement de l'économie est une preuve de la sagesse de cette mesure et d'autres qu'a prises le gouvernement.

M. Saltsman: Monsieur le président, je ne puis vous demander de juger comment on répond à nos questions. Permettez-moi de dire qu'on n'y répond pas du tout. Le gouvernement demande au Parlement d'approuver des

dépenses importantes dans le cadre de programmes qui visent en fait à maintenir les bénéfices des industries au Canada, certaines d'entre elles en ayant besoin, mais la plupart n'en ayant pas besoin. Ce n'est pas savoir distinguer. C'est une année d'élections, et vous ne devez donc pas faire de distinction. Après tout, chacun vote et alors chacun bénéficie des largesses.

Examinons les dispositions du bill qui sont à l'avantage du contribuable moyen. Nous y trouvons un excellent numéro de jonglerie. Une proposition fiscale contient toujours une équation. D'autres groupes versent plus d'impôts dans la mesure où un groupe en verse moins. Dans la mesure où ces 125 millions sont distribués sans indication qu'ils créeront des emplois, les contribuables du Canada qui ne sont pas dans l'industrie devront payer en conséquence. L'argent que leur apporte une disposition leur est retiré par une autre disposition. Ce bill est un excellent tour de prestidigitation en juxtaposant une chose à une autre.

Il est prouvé depuis longtemps que les concessions fiscales à l'industrie ne stimulent pas l'économie. Je voudrais rappeler un discours très important prononcé par le député de Duvernay. Je vois les députés de son propre parti se moquer de lui. Ils ne se moquaient pas de lui lorsqu'ils faisaient des efforts inouïs pour le décider à se porter candidat de leur parti. Ils rient maintenant parce qu'il a eu le courage de donner tort aux phoques savants de son parti qui eux sont prêts à voir sans broncher le chômage exister au Canada. Lui, au moins, il a eu le courage de différer d'avis. La voilà maintenant devenu un objet de risée pour ses collègues.

Le député de Duvernay a une expérience poussée de l'industrie. Il fut autrefois président de la Bourse de Montréal. Il n'est pas le seul qui ait déclaré que les concessions fiscales à l'industrie ne stimulent pas l'industrie. La seule chose qui pousse une industrie à prendre de l'expansion, et la seule à encourager une expansion intelligente peut-être, c'est la demande de biens de consommation. Si celle-ci existe pour un certain produit, et si l'industrie peut le fabriquer à profit, c'est là le seul encouragement nécessaire. On peut stimuler l'industrie à n'en plus finir, si le consommateur n'a pas d'argent pour acheter le produit, il n'y a pas d'expansion. Si le marché mondial des métaux est à la baisse, la suppression de tous les impôts de l'industrie minière n'encouragera pas la production car il n'y a pas de marchés.

Les députés sont priés d'accorder une forte somme pour permettre au parti libéral de prouver qu'il est l'ami des hommes d'affaires en cette année d'élections. Nous ne sommes pas disposés à être à ce point généreux envers le parti libéral. Au début de la discussion sur cet article, nous avons posé certaines questions dans l'espoir que le ministre d'État nous explique de façon intelligente et logique comment les dépenses effectuées aux termes de l'article 2 multiplieront les emplois au Canada. Le ministre s'est contenté de formuler de vains espoirs et de laisser entendre vaguement que le programme du gouvernement connaissait un très grand succès, bien qu'il soit difficile de déterminer s'il s'agit de la mesure à l'étude, d'une autre mesure ou d'autre chose. Assurément, il est affreux de se présenter à la Chambre qui est comptable envers les Canadiens des dépenses effectuées en leur nom et de nous demander d'accorder 100 millions dans les circonstances.